

Les défenseurs indonésiens de l'eau assiégés à Bali

Pedro Arrojo Agudo, le Rapporteur spécial des Nations unies sur les Droits humains à l'eau potable et à l'assainissement, est menacé et agressé à Bali.

Du 18 au 24 mai 2024, l'Indonésie accueille le 10ème Forum mondial de l'eau. Cet événement triennal est organisé par le Conseil mondial de l'eau (WWC), un organisme multipartite dirigé par des entreprises qui promeut les solutions du secteur privé en matière de gouvernance, de gestion et de distribution de l'eau.

Depuis près de vingt ans, les mouvements pour la justice en matière d'eau se sont réunis pour organiser des forums parallèles afin d'offrir un espace ouvert et accessible aux communautés en première ligne, aux travailleurs et aux défenseurs de l'eau afin de partager leurs connaissances et d'élaborer des solutions pour un avenir juste, équitable et durable en matière d'eau pour toutes et tous. Les mouvements pour la justice en matière d'eau qui travaillent ensemble sous l'égide du People's Water Forum (PWF) considèrent que l'eau, c'est la vie, qu'elle est sacrée et qu'elle n'est pas une marchandise, mais qu'elle fait partie de notre patrimoine commun mondial qu'il convient de partager équitablement et de protéger pour les générations futures.

Nous sommes profondément préoccupés par les attaques contre les organisateurs locaux, les universitaires et les institutions académiques qui ont conduit à l'annulation et à la perturbation des sessions du People's Water Forum au cours des derniers jours. Une conférence de presse qui a eu lieu dans l'après-midi du 20 mai a été violemment interrompue par un groupe masqué soutenu par le Patriot Garuda Nusantara (PGN), un type de force paramilitaire. Des affiches, des panneaux et des bannières du PWF ont été arrachés, tandis que de nombreux participants locaux ont été bousculés et menacés.

Plus tôt dans la journée, il a été rapporté qu'un nombre encore plus important de ces mêmes personnes s'étaient introduites dans l'hôtel où séjournent les mouvements sociaux indonésiens, et bloquaient l'hôtel. Ces défenseurs de l'eau sont actuellement piégés dans l'hôtel et négocient avec une foule masquée leur liberté de mouvement et leur accès à la nourriture, à l'eau et à d'autres produits de première nécessité.

Dans ce contexte, Pedro Arrojo, le Rapporteur spécial des Nations Unies sur les Droits humains à l'eau potable et à l'assainissement, s'est rendu à l'hôtel accompagné de militants du PWF pour constater la situation et s'entretenir avec les personnes retenues à l'intérieur de l'hôtel.

À l'entrée de l'hôtel, 50 hommes en uniforme et un plus grand nombre d'hommes masqués non identifiés en civil ont fait face au Rapporteur et aux trois personnes qui l'accompagnaient. Montrant son passeport des Nations Unies bleu, M. Arrojo a demandé à parler au chef des forces de sécurité. Le rapporteur a non seulement été empêché d'entrer dans l'hôtel, mais il a également été menacé et bousculé (comme le montre cette vidéo). Lui et les représentants du PWF qui l'accompagnaient ont été contraints de partir.

Un groupe d'universitaires a déjà signé une lettre ouverte expliquant les menaces observées jusqu'à présent et exprimant leur soutien aux activistes bloqués dans l'hôtel qui sont en situation de grand danger.

En tant que plateforme de réseaux pour la justice de l'eau d'Afrique, des Amériques, d'Asie et d'Europe, nous demandons :

- La fin du siège des quelque 40 camarades qui sont actuellement bloqués à l'hôtel Oranjje à Denpasar sans accès à l'eau, à la nourriture et à d'autres produits de base. Il s'agit de représentants de communautés indonésiennes en première ligne des luttes pour l'accès au droit humain à l'eau et contre la pollution et la privatisation de l'approvisionnement local en eau. Ce sont ces voix qui sont réduites au silence pour protéger l'image du Forum mondial de l'eau.
- La fin de toutes les formes d'intimidation et de violence à l'encontre du PWF, exercées par des fonctionnaires, des agents rémunérés et des groupes paramilitaires.
- Que les droits constitutionnels des défenseuses et défenseurs indonésiennes et indonésiens de l'eau soient rétablis immédiatement.
- La communauté internationale doit s'exprimer pour garantir que l'eau reste un bien commun, accessible à tous et pas seulement à quelques-un.es. Ce combat est celui de toutes et tous.

Le Forum des peuples pour l'eau à Bali (Indonésie)

21 mai 2024